

Cahier des Clauses Administratives Particulières C.C.A.P.

Maître d'ouvrage
Commune de La Ferté-Gaucher
Mission de maîtrise d'œuvre pour
Un projet de réhabilitation de l'ancienne trésorerie pour l'accueil de services administratifs, de coopération intercommunale ou d'utilité collective
Marché public de Maîtrise d'Oeuvre n° 25-ST01

SOMMAIRE

Article 1. OBJET DE LA PROCÉDURE

- 1.1. Objet et contenu des prestations
- 1.2. Procédure de passation
- 1.3. Calendrier prévisionnel de l'opération
- 1.4. Intervenants
 - 1.4.1. Acheteur
 - 1.4.2. Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs
- 1.5. Forme des notifications des décisions ou des informations

Article 2. PIÈCES CONTRACTUELLES

Article 3. CONDITIONS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

- 3.1. Missions confiées au Maître d'œuvre
- 3.2. Délais d'exécution des prestations
 - 3.2.1. Eléments de la mission de base
 - 3.2.2. Autres missions de maîtrise d'œuvre
 - 3.2.3. Missions complémentaires
 - 3.2.4. Prolongation des délais d'exécution
- 3.3. Démarrage de la mission
- 3.4. Ordres de service délivrés par le maître d'ouvrage

Article 4. CLAUSES DE RÉEXAMEN

- 4.1. Modifications du marché
- 4.2. Modifications en cours d'exécution imposant un accord entre les parties

Article 5. RÉMUNÉRATION DU MAÎTRE D'ŒUVRE

- 5.1. Forfait de rémunération
- 5.2. Engagements du maître d'œuvre
- 5.3. Révision des prix

Article 6. PÉNALITÉS

Article 7. RÈGLEMENT DES COMPTES DU MAÎTRE D'ŒUVRE

- 7.1. Avance
- 7.2. Modalités de financement
- 7.3. Modalités de paiement des acomptes
- 7.4. Contenu de la demande de paiement
- 7.5. Acceptation de la demande de paiement par le maître d'ouvrage
- 7.6. Demande de paiement finale
- 7.7. Décompte général définitif
- 7.8. Facturation électronique
- 7.9. Paiement des cotraitants
- 7.10. Paiement des sous-traitants
- 7.11. Délais de paiement – comptable assignataire

Article 8. GARANTIES FINANCIERES

- 8.1. Retenue de garantie
- 8.2. Garantie à première demande

Article 9. CADRE JURIDIQUE

- 9.1. Obligation de confidentialité
- 9.2. Protection des données à caractère personnel
- 9.3. Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail
- 9.4. Représentation de l'Acheteur
- 9.5. Représentation du maître d'œuvre et obligation d'information relatives au maître d'œuvre
- 9.6. Groupement d'opérateurs économiques
- 9.7. Marchés publics passés sans publicité ni mise en concurrence préalables
- 9.8. Changements de situation relevant d'un certificat administratif
- 9.9. Redressement ou liquidation judiciaire

Article 10. DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE RELATIFS AUX RESULTATS

Article 11. EXÉCUTION DES PRESTATIONS AUX FRAIS ET RISQUES DU MAITRE D'ŒUVRE

Article 12. ARRÊT DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

Article 13. ACHÈVEMENT DE LA MISSION

Article 14. RÉSILIATION DU MARCHÉ

Article 15. ASSURANCES

- 15.1. Assurances du maître d'œuvre

Article 16. RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS ENTRE LES PARTIES – ATTRIBUTION DE COMPÉTENCES

Article 17. DÉROGATIONS AU CCAG-MOE

Article 1. Objet de la procédure

1.1. Objet et contenu des prestations

La présente consultation concerne une mission de maîtrise d'œuvre consistant en la réhabilitation de l'ancienne trésorerie, aujourd'hui inoccupée depuis plusieurs années, pour accueillir les services du SMAGE.

1.2. Procédure de passation

Marché de Maîtrise d'œuvre passé en application des articles L.2430-1, L.2431-(1 à 3), L.2432-(1 à 2), R. 2431-5, R.2431-(19 à 23) et R.2432-(1 à 7) du Code de la Commande Publique et aux dispositions propres aux opérations de réhabilitation/réutilisation de bâtiment.

1.3. Calendrier prévisionnel de l'opération

Le démarrage prévisionnel de la mission du maître d'œuvre est prévu en octobre 2025.

La livraison de l'ouvrage, objet de l'opération de travaux, est souhaitée pour octobre 2027.

La durée prévisionnelle d'exécution du marché de maîtrise d'œuvre (études et travaux) est de 2 ans hors délai de garantie de parfait achèvement d'un an.

1.4. Intervenants

1.4.1. Acheteur

L'Acheteur, agissant en qualité de pouvoir adjudicateur, est la Commune de La Ferté-Gaucher, dont le siège social est situé 1, Place du Général de Gaulle à La Ferté-Gaucher, représentée par son Maire habilité à signer le présent marché.

1.4.2. Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs

La mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sera attribuée ultérieurement. Le nom du coordonnateur sera alors communiqué au maître d'œuvre.

Conformément aux articles L.4531-1 à L.4532-18 du code du travail relatifs à la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, le maître d'œuvre travaille en liaison avec le coordonnateur SPS retenu par le maître d'ouvrage, notamment pour ce qui concerne les études de conception, l'élaboration du Plan Général de Coordination (PGC), la définition des dispositifs prévus pour la maintenance et la fourniture des pièces et documents nécessaires à la confection du dossier d'interventions ultérieures à la réception de l'ouvrage. Tout différend entre le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS est soumis au maître d'ouvrage.

1.5. Forme des notifications des décisions ou des informations

Les décisions ou informations de l'Acheteur sont notifiées au titulaire par tout moyen permettant d'en certifier la réception (profil acheteur ou lettre recommandée avec accusé de réception).

Article 2. Pièces contractuelles

En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, elles prévalent dans l'ordre de priorité suivant :

- L'Acte d'Engagement (AE) et ses annexes (annexe 1 "Eléments de mission et répartition des honoraires entre co-contractants" - annexe 2 "Désignation des co-contractants") signés, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, dont l'exemplaire original conservé au sein des archives de l'administration fait seul foi,

- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait seul foi,
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait seul foi,
- L'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés publics de maîtrise d'œuvre (CCAG-MOE),
- L'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés publics de Travaux (CCAG-Travaux) précisant le rôle du maître d'œuvre dans le cadre de l'exécution des marchés de travaux,
- L'offre technique du maître d'œuvre, dont l'exemplaire original conservé au sein des archives de l'administration fait seul foi,
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs postérieurs à la notification du marché
- Les éléments de décomposition de l'offre financière du maître d'œuvre, le cas échéant, dont seules les unités d'œuvre sont contractuelles

Les stipulations du marché sont conformes aux dispositions :

- Partie législative : livre 1^{er} et livre IV deuxième partie du Code de la Commande Publique
- Partie réglementaire : livre 1^{er} deuxième partie du Code de la Commande Publique portant sur les dispositions générales d'exécution du marché
- Partie réglementaire : livre IV deuxième partie du Code de la Commande Publique portant sur les dispositions propres aux marchés publics liés à la maîtrise d'ouvrage publique et à la maîtrise d'œuvre
- Annexe 20 du Code de la Commande Publique précisant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé

NOTA :

Les pièces générales ne sont pas jointes au marché. Toutefois, le titulaire du marché ne pourra en aucun cas invoquer l'ignorance de celles-ci pour se dérober aux indications qui y sont contenues.

Le titulaire ne peut se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, tout texte administratif national applicable dans le cadre de l'exécution du présent contrat et, d'une manière générale, de tout texte ou de toute réglementation intéressant son activité pour autant que ces textes soient d'ordre public ou qu'ils suppléent des autres pièces contractuelles.

Article 3. Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

Processus de remplacement d'une personne nommément désignée

Lorsque le titulaire s'engage sur l'intervention d'une personne physique, nommément désignée, et que cette personne n'est plus en mesure d'intervenir, son remplacement est effectué dans les conditions de l'article 3.4.3 du CCAG-MOE.

L'acheteur est informé sans délai de cet empêchement, et le titulaire propose un remplaçant dans un délai de 30 jours à compter de la date d'envoi de cette information.

3.1. Missions confiées au Maître d'œuvre

Les missions confiées au maître d'œuvre comprennent les éléments indiqués aux articles L.2430-1, L.2431-(1 à 3), R. 2431-5 et R.2431-(19 à 23) du Code de la Commande Publique.

Le Cahier des Clauses Techniques Particulières détaille les différents éléments de mission.

Mission de base – Tranche Ferme :

- Analyse critique de l'APS
- Etudes d'avant-projet définitif (APD)
- Etudes de projet (PRO) / rédaction du DCE
- Assistance apportée au maître d'ouvrage pour la passation des marchés publics de travaux (AMT)
- Visas des études réalisées par un tiers (VISA)
- Etudes d'exécution et de synthèse (EXE)
- Direction d'exécution des marchés publics de travaux (DET)
- Assistance apportée au maître d'ouvrage lors des opérations de réception ainsi que pendant la période de garantie de parfait achèvement (AOR)
- Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE)

Autre mission de maîtrise d'œuvre – PSE1 :

- Etudes de diagnostic (DIA)

Mission complémentaire – PSE2 :

- Coordination SSI

3.2. Délais d'exécution des prestations

3.2.1. Eléments de la mission de base

Les délais maximum de présentation des documents d'études et du dossier des ouvrages exécutés, exprimés en semaines, sont les suivants (hors délai de validation de l'Acheteur et exécution des marchés publics de travaux (DET)) :

Mission	Désignation du livrable	Délai maximum	Nbr d'exemplaires
Analyse APS	Analyse critique de l'avant-projet sommaire fourni	2 semaines	3 papier + 1 dématérialisé
APD	Etudes d'avant-projet définitif	4 semaines	3 papier + 1 dématérialisé
PRO / DCE	Etudes de projet et rédaction du DCE	10 semaines	3 papier + 1 dématérialisé
AMT	Assistance apportée au maître d'ouvrage pour la passation des marchés publics de travaux / Analyse des offres	4 semaines	1 dématérialisé
EXE	Etudes d'exécution/synthèse	2 semaines	3 papier + 1 dématérialisé
VISA	Visas des études réalisées par un tiers	2 semaines à réception des documents à viser	

AOR	Assistance lors des Opérations de Réception	A la réception	Formulaires EXE pré-remplis
DOE	Dossier des ouvrages exécutés	Le jour des OPR (Opérations Préalables à la Réception)	3 papier + 1 dématérialisé

Le point de départ de ces délais est fixé comme suit :

- Pour le 1^{er} élément de mission : le délai débute à compter de la notification de l'ordre de service de démarrage
- Pour les autres éléments de mission (ou partie d'éléments de mission) : le délai débute à compter de l'approbation par le maître d'ouvrage du document d'étude le précédant (dans l'ordre chronologique du déroulement de l'opération).
- Pour le Dossier des ouvrages exécutés (DOE) : le jour des OPR

La décision du maître d'ouvrage d'admettre, avec ou sans observations, ou d'ajourner ou de rejeter les documents d'études intervient avant l'expiration d'un délai de 30 jours. Ce délai court à compter de la date de réception par le maître d'ouvrage de la remise des études par le maître d'œuvre.

3.2.2. Autres missions de maîtrise d'œuvre – PSE1

Les délais maximum d'exécution des missions complémentaires, exprimés en semaines, sont les suivants :

Désignation du livrable	Délai maximum	Nbr d'exemplaires
Etudes de Diagnostic	4 semaines	3 papier + 1 dématérialisé

Le point de départ de ces délais est fixé à compter de la date figurant sur l'ordre de service de démarrage.

3.2.3. Missions complémentaires – PSE2

Le délai maximum d'exécution de la mission complémentaire, exprimé en semaines, est le suivant :

Désignation du livrable	Délai maximum	Nbr d'exemplaires
Coordination SSI	2 semaines	3 papier + 1 dématérialisé

Le point de départ de ces délais est fixé à compter de la date figurant sur l'ordre de service de démarrage.

3.2.4. Prolongation des délais d'exécution

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par l'Acheteur dans les conditions fixées à l'article 15.3 du CCAG-MOE.

3.3. Démarrage de la mission

3.3.1. Pièces et renseignements à fournir par le maître d'ouvrage avant le début des études

Le maître d'ouvrage fournit au maître d'œuvre, en tant que de besoin, avant le début des études :

- les règles d'urbanisme applicables à l'opération et toute autre information juridique nécessaire
- le Plan de Prévention des Risques d'Inondation,
- le diagnostic amiante / plomb
- l'APS proposé,
- etc.

Le maître d'œuvre réclamera les éléments nécessaires à sa mission.

3.3.2. Réunion de lancement

A l'initiative du maître d'ouvrage et au plus tard dans les 15 jours suivant la notification du marché, le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre se réunissent afin notamment :

- d'identifier les interlocuteurs en charge de l'opération
- de définir les modalités d'échanges, notamment dématérialisés, avec la maîtrise d'ouvrage
- de définir les modalités de travail collaboratif avec les autres prestataires désignés par le maître d'ouvrage
- de préciser les principes opérationnels de la gestion documentaire de l'opération
- de compléter la base documentaire nécessaire au démarrage des études du maître d'œuvre
- de présenter les spécificités du circuit de paiement du maître d'ouvrage et d'arrêter les modalités pratiques de facturation des prestations

3.4. Ordres de service délivrés par le maître d'ouvrage

Un ordre de service est notamment nécessaire :

- lorsqu'une décision du maître d'ouvrage marque le point de départ ou la prolongation d'un délai fixé par le marché pour exécuter une prestation (tel que notamment l'ordre donné au maître d'œuvre d'engager le premier élément de mission)
- si le maître d'ouvrage décide de suspendre provisoirement l'exécution des prestations de maîtrise d'œuvre
- dès lors qu'une décision du maître d'ouvrage est susceptible de mettre en œuvre ou de modifier les dispositions contractuelles

Les ordres de service sont écrits. Ils sont datés, numérotés et notifiés par le maître d'ouvrage au maître d'œuvre par tout moyen dématérialisé ou matérialisé permettant d'en attester la date, et le cas échéant, l'heure de sa réception.

Le maître d'œuvre dispose d'un délai de 15 jours, sous peine de forclusion, pour notifier au maître d'ouvrage des observations relatives à un ordre de service qui lui a été notifié, en application de l'article 3.8.2 du CCAG-MOE.

Le maître d'œuvre est tenu de se conformer aux ordres de services délivrés par le maître d'ouvrage, qu'ils aient ou non fait l'objet d'observations de sa part conformément à l'article 3.8.3 du CCAG-MOE.

Toutefois, le maître d'œuvre n'est pas tenu d'exécuter un ordre de service dans les cas suivants :

- lorsque l'ordre de service de démarrage de la mission est notifié plus de 6 mois après la notification du marché en application de l'article 3.8.3 du CCAG-MOE
- lorsque le maître d'ouvrage n'a pas répondu dans un délai de 15 jours aux observations dûment motivées et notifiées par le maître d'œuvre visant à l'informer qu'un ordre de service présente un risque en termes de sécurité, de santé ou qu'il contrevient à une disposition législative ou réglementaire à laquelle le maître d'œuvre est soumis dans l'exécution des prestations objet du marché, en application de l'article 3.8.2 du CCAG-MOE
- lorsqu'un ordre de service prescrivant des prestations supplémentaires ou modificatives est notifié au maître d'œuvre alors que le montant cumulé des ordres de service pour ce type de prestations a atteint 10% du montant hors taxes du marché sans avoir fait l'objet d'avenants en application de l'article 14.2 du CCAG-MOE
- lorsque un ordre de service prescrivant des prestations supplémentaires ou modificatives n'a fait l'objet d'aucune valorisation financière en application de l'article 14.3 du CCAG-MOE.

Article 4. Clauses de réexamen

4.1. Modifications du marché

En application de l'article R.2194-1 du code de la commande publique, l'Acheteur se réserve la possibilité d'apporter des modifications, quel que soit leur montant, sur :

- Modification conventionnelle du marché de maîtrise d'œuvre en cas de modification du programme ou de prestations décidées par l'Acheteur
- Le passage à la rémunération définitive dans les conditions définies à l'article 5.1.3 du CCAP
- D'adapter les études du maître d'œuvre en présence de variantes retenues par le maître d'ouvrage lors de la passation et de l'attribution des marchés de travaux :
 - o lorsque le maître d'ouvrage a pris la décision d'ouvrir aux variantes lors de la passation des marchés de travaux puis de les retenir lors de la signature, la rémunération du maître d'œuvre est réexaminée si les études de conception doivent impérativement être reprises ou qu'une nouvelle autorisation d'urbanisme est nécessaire
 - o en présence de telles variantes, le maître d'œuvre indique dans un document annexé au rapport d'analyse des offres les conséquences de leur prise en compte sur sa mission et les incidences éventuelles sur sa rémunération, exprimée en journées de travail supplémentaires selon les montants journaliers identifiés dans l'annexe financière à l'acte d'engagement.
- La révision des prix du marché dans les conditions définies à l'article 5.3 du CCAP
- Modifications financières dues à l'octroi d'une indemnité d'imprévision
- Modifications dues à la substitution d'un nouveau titulaire à la place du titulaire initial dans le cas d'une cession du marché due à une opération de restructuration du titulaire initial
- Modifications dues au transfert ou à la substitution d'une société à un repreneur
- Modifications dues à la substitution d'un ou plusieurs membres d'un groupement d'opérateurs économiques, sous- traitants ou entreprises liées, si le groupement apporte la preuve qu'un de ses membres se trouve dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait
- Modifications non substantielles liées au marché

4.2. Modifications en cours d'exécution imposant un accord entre les parties

Conformément aux articles R.2194-2 et R.2194-5 du code de la commande publique, le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre se rapprochent en vue de la conclusion éventuelle d'un avenant pour prendre en compte les modifications du marché issues notamment :

- des aléas et sujétions techniques imprévues
- des modifications de phasage de l'opération ou des délais de réalisation des études, non imputables à la maîtrise d'œuvre
- des circonstances amenant le maître d'ouvrage à modifier les modes prévisionnels de dévolution et de passation des marchés de travaux
- des circonstances extérieures aux parties rendant nécessaire la réalisation de services supplémentaires par le maître d'œuvre, notamment la réalisation de dossiers administratifs ou demandes d'autorisation d'urbanisme complémentaires
- de la prolongation du délai de garantie de parfait achèvement des entrepreneurs
- de la résiliation d'un marché de travaux, pour tenir compte des prestations de maîtrise d'œuvre nécessaires au remplacement de l'entreprise ainsi que des effets induits de ce remplacement.

- d'une prolongation de la durée du chantier ayant pour conséquence une augmentation de plus de 10% par rapport à celle prévue dans les documents particuliers du marché ou, à défaut, par rapport à celle résultant initialement des marchés de travaux, donnant droit à une rémunération complémentaire du maître d'oeuvre dans les conditions définies par l'article 15.3.5 du CCAG-MOE et due notamment à :
 - des difficultés techniques résultant de sujétions imprévues ou d'un défaut d'anticipation des contraintes relatives aux travaux de la part du maître d'ouvrage, du maître d'oeuvre ou de l'entreprise,
 - un ajournement des travaux décidé par le maître d'ouvrage,
 - un retard dans l'exécution d'opérations préliminaires, notamment dans le délivrance d'autorisations administratives liées à l'exécution du marché ou de travail préalables qui font l'objet d'un autre marché,
 - des retards pris par l'entreprise lors de la réalisation des travaux ou par d'autres intervenants dans l'opération,
 - des délais de remplacement d'une entreprise défaillante,
 - des difficultés internes à l'entreprise réalisant les travaux,
 - une modification de programme ou de prestations décidées par le maître d'ouvrage,
 - la réalisation de prestations complémentaires du maître d'oeuvre indispensables à la réalisation de l'ouvrage dans les règles de l'art,
 - la réalisation de prestations supplémentaires du maître d'oeuvre consécutives à des sujétions imprévues, présentant un caractère imprévisible, exceptionnel et extérieur aux parties et ayant entraîné un bouleversement de l'économie du marché de maîtrise d'oeuvre,
 - une faute du maître d'ouvrage "commise notamment dans l'exercice de ses pouvoirs de contrôle et de direction du marché, dans l'estimation de ses besoins, dans la conception même du marché ou dans sa mise en oeuvre, en particulier dans le cas où plusieurs cocontractants participent à la réalisation de travaux publics", susceptible d'engager sa responsabilité contractuelle. Dans ce cas, le maître d'oeuvre doit démontrer qu'il a subi un préjudice et qu'il existe un lien de causalité entre le préjudice subi et une faute du maître d'ouvrage
 - des tensions sur les conditions d'approvisionnement des matériaux,
 - etc.

Les conséquences de ces modifications sur le montant du marché sont limitées à 50% du montant initial, conformément à l'article R.2194-3 du code de la commande publique.

Si plusieurs modifications successives sont nécessaires, cette limite s'applique au montant de chaque modification.

Article 5. Rémunération du maître d'oeuvre

5.1. Forfait de rémunération

La rémunération du marché est forfaitaire suivant les stipulations de l'acte d'engagement et de ses annexes. Les prix sont révisables, à la hausse comme à la baisse, suivant les modalités fixées ci-après.

Le maître d'oeuvre ne peut percevoir aucune autre rémunération d'un tiers au titre de la réalisation de l'opération.

Les montants servant de base au calcul des évolutions de la rémunération du maître d'oeuvre ainsi qu'au contrôle des engagements sont exprimés en euros hors taxes.

5.1.1. Part de l'enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux

La part de l'enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux et définie par le maître d'ouvrage (PEFPT) est fixée à 1 000 000,00 € HT en date de valeur de 03/2025.

5.1.2. Forfait provisoire de rémunération

Le forfait de rémunération fixé dans l'acte d'engagement, est provisoire, conformément aux dispositions des articles R.2112-18 et R.2432-7 du code de la commande publique.

Le montant du forfait provisoire de rémunération a été établi en tenant compte des éléments portés à la connaissance du maître d'œuvre lors de la passation du marché, tels que :

- le contenu des éléments de missions fixé par le CCAP et le CCTP
- le programme de l'opération
- la part de l'enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux fixée par le maître d'ouvrage
- les délais des études du maître d'œuvre et délai de vérification par le maître d'ouvrage
- les modes prévisionnels de dévolution et de passation des marchés de travaux
- la durée prévisionnelle d'exécution des travaux, et leur éventuel phasage
- le découpage éventuel de l'opération en plusieurs tranches de réalisation
- la continuité du déroulement de l'opération
- les coûts en matière d'assurance pesant sur la maîtrise d'œuvre

5.1.3. Fixation du coût prévisionnel des travaux et du forfait définitif de rémunération

La rémunération provisoire devient définitive lors de l'acceptation par le maître d'ouvrage de l'APD et de l'engagement du maître d'œuvre sur le coût prévisionnel des travaux.

Afin d'établir le coût prévisionnel des travaux, l'estimation définitive du coût prévisionnel des travaux fournie par le maître d'œuvre lors des études d'avant-projet distingue :

- Le coût des travaux indispensables à la réalisation de l'ouvrage selon les données du programme initial (CTI)
- Le coût des travaux complémentaires nés des aléas et sujétions apparus pendant les études de conception (CTA)
- Le coût des travaux complémentaires nés des modifications de programme validées par l'Acheteur (CTM)

Lorsque le coût prévisionnel proposé par le maître d'œuvre au moment de la remise des prestations de l'élément APD est égal à la part de l'enveloppe financière affectée aux travaux définie dans le programme, la notification de la décision d'acceptation de l'élément APD vaut transformation de la part de l'enveloppe financière affectée aux travaux en coût prévisionnel définitif.

Si le coût prévisionnel accepté par le maître d'ouvrage n'est pas égal à la part de l'enveloppe financière affectée aux travaux, un avenant fixe le coût prévisionnel et la rémunération définitive du maître d'œuvre dans un délai de 15 jours suivant la validation des études d'avant-projet.

Pour passer de la rémunération provisoire à la rémunération définitive, les parties conviennent de modifier le marché conformément à l'article R.2194-1 du code de la commande publique en appliquant la clause de réexamen suivante :

Rémunération modulée :

Le montant définitif de la rémunération forfaitaire pour la mission de base est calculé dans les conditions suivantes :

$$\text{Forfait définitif} = \text{Forfait provisoire} + [(\text{CTA} + \text{CTM}) * (\text{Forfait provisoire} / \text{PEFPT})]$$

5.2. Engagements du maître d'œuvre

5.2.1. Engagement du maître d'œuvre sur le respect du coût prévisionnel des travaux

En référence à l'article 13 du CCAG-MOE et de l'article R.2432-3 du code de la commande publique, le maître d'œuvre s'engage à respecter le coût prévisionnel des travaux (CPT) à programme constant. Le contrôle de cet engagement s'opère au niveau de l'élément de mission AMT, en comparant le coût cumulé des marchés de travaux (CMT) réajusté au coût prévisionnel des travaux assorti d'un taux de tolérance fixé à 10%.

Calcul du coefficient de réajustement

Le réajustement du coût cumulé des marchés de travaux s'effectue par l'application d'un coefficient de réajustement calculé selon la formule suivante :

$$\text{Coefficient de réajustement} = \text{Index BT01 du mois } m_0 \text{ du marché de maîtrise d'œuvre} / \text{Dernier Index BT01 publié avant le dépôt des offres des marchés de travaux}$$

Le coefficient arrondi à l'entier supérieur est appliqué au coût cumulé des marchés de travaux.

Calcul du seuil de tolérance sur le coût prévisionnel des travaux

Le seuil de tolérance est calculé selon la formule suivante :

$$\text{Seuil de tolérance} = \text{CPT hors taxes} \times 1,10$$

En cas de dépassement du seuil de tolérance, le maître d'ouvrage peut demander au maître d'œuvre d'adapter ses études, sans rémunération supplémentaire, afin d'atteindre l'engagement pris en tenant compte du taux de tolérance.

5.2.2. Engagement du maître d'œuvre sur le respect du coût cumulé des marchés de travaux

En référence à l'article 13 du CCAG-MOE et de l'article R.2432-4 du code de la commande publique, le maître d'œuvre s'engage à respecter le coût cumulé des marchés de travaux. Le contrôle de cet engagement s'opère au niveau de l'élément de mission AOR, après exécution complète des travaux nécessaires à la réalisation de l'ouvrage en tenant compte du coût total définitif des travaux, hors révision de prix, résultant des décomptes finaux et factures des opérateurs économiques chargés des travaux, assorti d'un taux de tolérance fixé à 5%.

Calcul du seuil de tolérance sur le coût cumulé des marchés de travaux

Le seuil de tolérance est calculé selon la formule suivante :

$$\text{Seuil de tolérance} = \text{CMT hors taxes} \times 1,05$$

Si ce coût total définitif de réalisation des travaux est supérieur au seuil de tolérance tel que défini ci-dessus, le maître d'œuvre supporte une pénalité définie comme suit :

$$\text{Montant de la pénalité} = (\text{CTD} - \text{seuil de tolérance}) \times [2 \times (\text{Forfait définitif de rémunération} / \text{coût prévisionnel des travaux})]$$

Conformément à l'article R.2432-4 du code de la commande publique, le montant de cette pénalité ne pourra excéder 15% du montant de la rémunération des éléments de mission postérieurs à l'attribution des marchés de travaux.

5.3. Révision des prix

En référence à l'article 10.1.1 du CCAG-MOE, les prix sont révisibles lorsque la durée du marché est supérieure à trois mois.

Le prix du marché est réputé établi sur la base des conditions économiques en vigueur au mois m_0 du marché de maîtrise d'œuvre.

La date d'établissement du prix initial correspond au mois de remise de l'offre par le maître d'œuvre ou, lorsque la procédure a donné lieu à une négociation ou un dialogue compétitif, au mois de remise de l'offre finale par le maître d'œuvre. Ce mois est appelé "mois zéro".

La révision est effectuée par application, au prix du marché, d'un coefficient C de révision, donné par la formule:

$$C = 0,125 + 0,875 \text{ Im/Io}$$

dans laquelle Io et Im sont les valeurs prises par l'index ING "Ingénierie" (identifiant 001711010) diffusé par l'INSEE respectivement au mois m_0 et au mois m au cours duquel l'acompte ou l'élément de mission doit être remis conformément aux échéances prévues par le marché.

Les coefficients de révision sont arrondis au millième supérieur.

Article 6. Pénalités

Par dérogation à l'article 16.2.1 du CCAG-MOE, les pénalités encourues pourront être exigées par l'Acheteur quel qu'en soit leur montant.

Conformément à l'article 16.2.2 du CCAG-MOE, le montant total des pénalités de retard appliquées au maître d'œuvre ne peut excéder 10% du montant total hors taxes du marché.

Le montant hors taxes de l'ensemble du marché est celui qui résulte des prévisions du marché, c'est-à-dire du marché initial éventuellement modifié. Il est évalué à partir des prix initiaux hors taxes du marché.

Conformément à l'article 16.2.4 du CCAG-MOE, les pénalités de retard seront applicables après invitation, par écrit, du titulaire à présenter ses observations dans un délai de 15 jours et restée sans réponse.

Si l'Acheteur considère que les observations formulées par le titulaire ne permettent pas de démontrer que le retard n'est pas imputable à celui-ci, les pénalités pour retard s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations a expiré.

Une pénalité forfaitaire de 500 € pourra être appliquée, après mise en demeure, au prestataire qui ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L.8221-5 du Code du Travail sans pouvoir excéder celui des amendes encourues en application des articles L8224-1, L8224-2 et L8224-5 du Code du Travail.

Conformément à l'article 16.2.3 du CCAG-MOE, les pénalités encourues en cas de retard imputable au titulaire dans l'exécution des prestations, seront calculées par application de la formule suivante :

$$P = V \times R / 3000$$

dans laquelle:

P = le montant de la pénalité

V = la valeur de l'élément de mission auquel se rattache la prestation en retard et sur lequel est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, dudit élément de mission

R = le nombre de jours de retard.

Les pénalités seront appliquées au vu des constats suivants :

- En cas de retard dans la présentation des livrables
- En cas de retard dans la notification des ordres de service
- En cas de non respect du délai de vérification des projets de décomptes mensuels, la pénalité encourue est calculée sur le montant HT de l'acompte correspondant
- En cas de non respect du délai de vérification du projet de décompte final, la pénalité encourue est calculée sur le montant HT du décompte final
- En cas de retard dans l'instruction du mémoire en réclamation

Si du fait du retard imputable au maître d'œuvre, l'Acheteur était contraint de verser des intérêts moratoires et une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement aux entrepreneurs concernés, une pénalité égale au montant des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire qui lui sont imputables est également appliquée.

Pénalités pour manquements aux obligations du maître d'œuvre

Par dérogation à l'article 16.2.3 du CCAG-MOE, les pénalités encourues seront fixées par un montant forfaitaire et appliquées au vu des constats suivants :

- En cas d'absence aux réunions de chantier, il sera appliqué une pénalité de 100 € par constat
- En cas de non transmission des comptes-rendus de chantier, il sera appliqué une pénalité de 50 € par compte-rendu non diffusé

Les pénalités sont cumulables et déductibles des factures afférentes au titulaire.

Article 7. Règlement des comptes du maître d'œuvre

7.1. Avance

L'option B de l'article 11.1 du CCAG-MOE s'applique.

Sauf en cas de refus du maître d'œuvre indiqué à l'acte d'engagement, une avance est accordée au maître d'œuvre ou son sous-traitant admis au paiement direct lorsque le montant du marché est supérieur à 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois, conformément aux articles R.2191-3 et R.2191-6 du Code de la Commande Publique.

Le montant de l'avance est fixé à 5% du montant initial toutes taxes comprises du marché.

Lorsque la durée du marché est inférieure ou égale à douze mois, ce taux s'applique au montant initial toutes taxes comprises du marché.

Lorsque la durée du marché est supérieure à douze mois, ce taux s'applique à une somme égale à douze fois le montant initial toutes taxes comprises du marché divisé par sa durée exprimée en mois.

En cas de groupement d'opérateurs économiques au sein duquel il est possible d'individualiser les prestations respectives de chaque membre ainsi que leur montant, la part de l'avance versée à chaque membre du groupement est rapportée au montant identifié dans la répartition financière détaillée en annexe de l'acte d'engagement.

Lorsqu'une partie du marché est sous-traitée, le montant initial du marché est diminué du montant des prestations confiées au sous-traitant et donnant lieu au paiement direct.

Conformément à l'article R.2192-24 du code de la commande publique, le délai de paiement de l'avance court à compter de la date de notification du marché au titulaire.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché atteint 65% du montant toutes taxes comprises. Ce remboursement doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées atteint 80% du montant toutes taxes comprises, conformément aux articles R.2191-(11 à 12) du Code de la Commande Publique.

7.2. Modalités de financement

Ressources propres de la collectivité, sans concours de fonds européens.

7.3. Modalités de paiement des acomptes

Les prestations sont réglées par acomptes au fur et à mesure de l'état d'avancement des missions définies dans le marché.

La remise d'une demande de paiement intervient au début de chaque mois pour les prestations effectuées le mois précédent, au fur et à mesure de l'avancement des éléments de mission, en application de l'article 11.5 du CCAG-MOE, et dans la limite de l'échéancier ci-dessous :

Eléments de mission	Exigibilité de l'acompte	
Analyse critique de l'APS	A la remise du dossier	80%
	A l'admission du maître d'ouvrage	20%
APD	A la remise du dossier	80%
	A l'admission du maître d'ouvrage	20%
Permis de construire et recherche de subventions	Au dépôt du dossier du PC	80%
PRO/DCE	A la remise du dossier	80%
	A l'admission du maître d'ouvrage	20%
AMT	A la remise des éléments du DCE	50%

	A l'issue de la phase d'analyse des offres	30%
	Après la mise au point des marchés de travaux	20%
EXE	Au prorata de l'avancement de la mission	100%
Etudes de synthèse	Au prorata de l'avancement de la mission	100%
DET	Au prorata de l'avancement des travaux avant la remise du DGD	90%
	Après la remise du DGD	10%
AOR	A la date d'effet de la réception	60%
	A compter de la levée des réserves	20%
	A la remise du DOE	15%
	A l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement des entrepreneurs	5%

Autre mission de maîtrise d'oeuvre :

Eléments de mission	Exigibilité de l'acompte	
Etudes de Diagnostic (DIA)	A la remise du dossier	80%
	A l'admission du maître d'ouvrage	20%

Mission complémentaire :

Eléments de mission	Exigibilité de l'acompte	
Coordination SSI	A l'achèvement de la mission	100%

Lors du versement d'acomptes à l'achèvement de certaines étapes de l'exécution des prestations, et suivant la quotité du prix à régler à l'achèvement de chacune d'elles, la demande de paiement comprend :

- pour chaque partie du marché exécutée, la quotité correspondante
- pour chaque partie du marché entreprise, après accord du maître d'ouvrage, une fraction de la quotité correspondante, égale au pourcentage d'exécution des prestations de la partie en cause.

Par dérogation à l'article 21.1 du CCAG-MOE, le règlement des factures vaut admission des prestations.

7.4. Contenu de la demande de paiement

Les modalités d'établissement de la demande de paiement, et le cas échéant l'utilisation de modèle propre au maître d'ouvrage, sont précisées au maître d'œuvre lors de la réunion de lancement.

Lorsque le maître d'oeuvre remet au maître d'ouvrage une demande de paiement, il y joint les pièces nécessaires à la justification du paiement.

La demande de paiement est datée. Elle mentionne les références du marché ainsi que, selon le cas :

- le montant des prestations exécutées, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections fixées conformément aux stipulations de l'article 21.3 du CCAG-MOE
- le détail des calculs, avec justifications à l'appui, des coefficients de révision des prix
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par celui-ci
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes et toutes taxes comprises
- le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché

- le numéro d’engagement du titulaire, des cotraitants et éventuels sous-traitants à renseigner dans le portail public de facturation

La demande de paiement précise les éléments assujettis à la TVA, en les distinguant selon le taux applicable.

7.5. Acceptation de la demande de paiement par le maître d’ouvrage

Le maître d’ouvrage accepte ou rectifie la demande de paiement. Il la complète, éventuellement, en faisant apparaître notamment les avances à rembourser, les primes et les réfections imposées. Il arrête le montant de la somme à régler. Si ce montant est différent de celui figurant dans la demande de paiement, il notifie le montant qu’il a ainsi arrêté au maître d’œuvre.

7.6. Demande de paiement finale

Le maître d’œuvre transmet sa demande de paiement finale au maître d’ouvrage après l’achèvement du marché de maîtrise d’œuvre.

Cette demande de paiement finale est le décompte final établissant le montant total des sommes auquel le maître d’œuvre prétend du fait de l’exécution du marché dans son ensemble, son évaluation étant faite en tenant compte des prestations réellement exécutées.

Le décompte final est établi à partir des prix initiaux du marché.

Le maître d’œuvre est lié par les indications figurant sur le décompte final.

Il est fait application de l’article 11.7.1 du CCAG-MOE. Le projet de décompte final établi par le maître d’œuvre détaille :

- le forfait définitif de rémunération
- le montant des missions complémentaires
- le montant des révisions de prix applicables intégrant le dernier état des index connus à la date d’établissement du projet de décompte final
- le montant des pénalités appliquées par le maître d’ouvrage et acceptées par le maître d’œuvre
- le montant des éventuelles réclamations non régularisées
- le récapitulatif des sommes perçues au titre des acomptes
- le solde, distinguant l’incidence de la TVA

Par dérogation à l’article 11.7.2 du CCAG-MOE, le maître d’œuvre notifie son décompte final au maître d’ouvrage dans un délai de trente jours suivant la date de fin de l’année de parfait achèvement, qui correspond à l’achèvement de la mission de maîtrise d’œuvre.

Si, après avoir été mis en demeure de le faire, le maître d’œuvre ne produit pas son décompte final dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la mise en demeure, le maître d’ouvrage établit d’office le décompte final aux frais du maître d’œuvre. Ce décompte final est notifié au maître d’œuvre avec le décompte général.

7.7. Décompte général définitif

Il est fait application de l’article 11.8 du CCAG-MOE.

Le maître d’ouvrage établit le décompte général qui comprend :

- le décompte final tel que transmis en application de l’article 7.6 du CCAP
- l’état du solde établi à partir du décompte final
- l’état récapitulatif des acomptes perçus et du solde

Le maître d’ouvrage notifie au maître d’œuvre le décompte général dans un délai de trente jours à compter de la date de réception par le maître d’ouvrage du décompte final transmis par le maître d’œuvre.

Dans un délai de trente jours courant à compter de la date à laquelle le décompte général lui a été notifié, le maître d’œuvre envoie au maître d’ouvrage ce décompte revêtu de sa signature, avec ou sans réserves, ou fait connaître les motifs pour lesquels il refuse de le signer.

Si la signature du décompte général est donnée sans réserve par le maître d'oeuvre, il devient le décompte général et définitif.

La date de sa notification au maître d'ouvrage constitue le point de départ du délai de paiement.

Dans le cas où le maître d'oeuvre n'a pas renvoyé le décompte général signé au maître d'ouvrage dans le délai de trente jours ou encore dans le cas où, l'ayant renvoyé dans ce délai, il n'a pas motivé son refus ou n'a pas exposé en détail les motifs de ses réserves, en précisant le montant de ses réclamations, le décompte général notifié par le maître d'ouvrage est réputé être accepté par lui. Il devient alors le décompte général et définitif du marché.

7.8. Facturation électronique

En application de l'article L.2192-1 du code de la commande publique, les demandes de paiement sont transmises de manière dématérialisée au maître d'ouvrage sur le portail public de facturation et comportent les mentions obligatoires définies à l'article D.2192-2 du code de la commande publique.

Les factures seront adressées par l'intermédiaire du site CHORUS Pro, via le lien suivant :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr>

Numéro de SIRET de la commune : 217 701 820 000 11

Il est rappelé que l'utilisation du portail Chorus Pro est exclusive de tout autre mode de transmission. Lorsqu'une demande de paiement est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

7.9. Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint ou solidaire, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement peut être effectué sur un compte unique, géré par le mandataire du groupement, si celui-ci le prévoit.

Quelle que soit la forme du groupement, le mandataire est seul habilité à présenter au maître d'ouvrage la demande de paiement.

La demande de paiement présentée par le mandataire est décomposée en autant de parties qu'il y a de membres du groupement à payer séparément.

Chaque partie fait apparaître les renseignements nécessaires au paiement du membre du groupement concerné.

Le mandataire est seul habilité à formuler ou à transmettre les réclamations des membres du groupement.

7.10. Paiement des sous-traitants

Les conditions de paiement d'un sous-traitant sont celles définies aux articles L.2193-(10 à 14), R.2192-(22 à 23), R.2193-(10 à 16) du Code de la Commande Publique et à l'article 12.2 du CCAG-MOE.

7.11. Délais de paiement – Comptable assignataire

Conformément aux articles R.2192-10 et L.2192-10 du Code de la Commande Publique, le paiement des sommes dues est effectué par mandat administratif, selon les règles de la comptabilité publique, dans un délai global maximum de 30 jours.

Les conditions de déclenchement du délai de paiement sont celles énoncées aux articles R.2192-(12 à 21) du Code de la Commande Publique.

Le taux des intérêts moratoires prévu par Ordonnance n° 2014-947 du 20 août 2014-Art. 1, est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. A ces intérêts moratoires, s'ajoute une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement fixée à 40 euros.

Le comptable assignataire de la dépense est le Service de Gestion Comptable de Coulommiers - 24 rue Marcel Clavier 77120 COULOMMIERS.

Article 8. Garanties financières

8.1. Retenue de garantie

Sans objet.

8.2. Garantie à première demande

En cas d'acceptation de l'avance par le titulaire ou tout sous-traitant admis au paiement direct, le versement de l'avance sera conditionné par la constitution d'une garantie à première demande. Il ne sera accepté aucune caution personnelle et solidaire. Le délai de paiement ne pourra courir avant la réception de la garantie à première demande.

Article 9. Cadre juridique

9.1. Obligation de confidentialité

Conformément aux dispositions prévues à l'article 5.1 du CCAG-MOE, le maître d'œuvre et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître l'existence. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Une information confidentielle désigne toute information de quelque nature (y inclus la méthodologie, la documentation, les informations ou le savoir-faire), sous quelque forme que ce soit (y inclus sous forme orale, écrite, magnétique ou électronique), sur tout support dont l'acheteur est propriétaire ou titulaire, et qui est communiquée au maître d'œuvre, ou obtenue de toute autre façon par ce dernier dans le cadre de ses relations avec l'acheteur. Le maître d'œuvre et son personnel, et le cas échéant ses sous-traitants, ne peuvent l'utiliser que pour l'accomplissement des prestations prévues au marché.

Le maître d'œuvre doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments :

- qui étaient dans le domaine public au moment de leur divulgation ou que l'acheteur aurait lui-même rendus publics pendant l'exécution du marché
- signalés comme présentant un caractère non confidentiel et relatifs aux prestations du marché
- qui ont été communiqués au maître d'œuvre par un tiers ayant légalement le droit de diffuser ces informations, documents ou éléments, comme le prouvent des documents existant antérieurement à leur divulgation.

9.2. Protection des données à caractère personnel

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles, européennes et françaises, applicables au traitement des données à caractère personnel éventuellement mis en oeuvre aux fins de l'exécution du marché. A ce titre, toute transmission de données à des tiers, y compris au bénéfice d'entités établies hors de l'Union européenne, qui ne serait pas strictement conforme à la réglementation en vigueur est formellement prohibée.

Lorsque le maître d'œuvre met en oeuvre un traitement de données personnelles pour le compte de l'acheteur, pour que ce traitement réponde aux exigences de la réglementation et garantisse en particulier la protection des droits des personnes physiques identifiées ou identifiables qu'il concerne, les documents particuliers du marché précisent notamment :

- la finalité, la description et la durée du traitement dans le strict respect des instructions documentées de l'acheteur
- les obligations de l'acheteur et celles du maître d'œuvre vis-à-vis de ce dernier, en particulier l'obligation de l'informer de toute difficulté dans l'application de la réglementation, de tout projet de recours à un tiers pour la mise en oeuvre du traitement, ou encore de toute demande de communication de données qui lui serait adressée, ainsi que, lorsque celle-ci serait contraire à la réglementation française et européenne, des mesures adoptées pour s'y opposer
- les modalités de prise en compte du droit à l'information et des autres droits des personnes concernées, dont l'exercice doit être garanti
- les mesures de sécurité mises en oeuvre pour garantir l'intégrité, la confidentialité et la disponibilité des données, ainsi que les conditions de notification des violations de données à caractère personnel
- la durée et les modalités de conservation des données et le sort de celles-ci au terme de l'exécution du marché.

9.3. Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail

Conformément aux dispositions prévues à l'article 6 du CCAG-MOE, les obligations qui s'imposent au maître d'œuvre sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Le maître d'œuvre est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande de l'Acheteur.

Le maître d'œuvre informe ses sous-traitants de leur soumission aux obligations énoncées au présent article. Il reste responsable du respect de ces obligations.

9.4. Représentation de l'Acheteur

Conformément aux dispositions prévues à l'article 3.3 du CCAG-MOE, dès la notification du marché, l'Acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du maître d'oeuvre, pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'Acheteur en cours d'exécution du marché.

Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom au maître d'oeuvre, les décisions nécessaires engageant l'Acheteur.

9.5. Représentation du maître d'oeuvre et obligations d'information relatives au maître d'oeuvre

Conformément aux dispositions prévues à l'article 3.4 du CCAG-MOE, dès la notification du marché, le maître d'oeuvre désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès de l'Acheteur, pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le maître d'oeuvre en cours d'exécution du marché.

Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom à l'Acheteur, les décisions nécessaires engageant le maître d'oeuvre.

Le maître d'oeuvre est tenu de notifier sans délai à l'Acheteur toutes les modifications importantes concernant le fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché et survenant au cours de l'exécution du marché.

Lorsqu'il est prévu dans le marché que tout ou partie des prestations doit être exécutée par une personne nommément désignée et que cette personne n'est plus en mesure d'accomplir cette tâche, le maître d'oeuvre doit :

- en informer sans délai l'Acheteur et prendre toutes dispositions nécessaires afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations
- proposer à l'Acheteur un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes et dont il lui communique le nom et le curriculum vitae dans un délai de trente jours à compter de la date d'envoi de l'information

Le remplaçant proposé par le maître d'oeuvre est considéré comme accepté par l'Acheteur, si celui-ci ne le récusé pas dans le délai de trente jours courant à compter de la réception de la communication. Si l'Acheteur récusé le remplaçant, le maître d'oeuvre dispose de trente jours pour proposer un autre remplaçant.

La décision de récusation prise par l'Acheteur est motivée.

A défaut de proposition de remplaçant par le maître d'oeuvre ou en cas de récusation des remplaçants par l'Acheteur, le marché peut être résilié pour faute dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG-MOE.

9.6. Groupement d'opérateurs économiques

Conformément aux dispositions prévues à l'article 3.5 du CCAG-MOE, le membre du groupement d'opérateurs économiques, désigné dans le marché comme mandataire, représente l'ensemble des membres du groupement, vis-à-vis du maître d'ouvrage, pour l'exécution du marché.

En cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire de chacun des autres membres du groupement dans les obligations contractuelles de celui-ci à l'égard du maître d'ouvrage jusqu'à la date à laquelle ses obligations prennent fin.

Défaillance du mandataire dans ses obligations de représentation et de coordination ou dans la réalisation de ses prestations :

Dans le cas particulier où le mandataire du groupement ne se conforme pas à ses obligations, le maître d'ouvrage le met en demeure d'y satisfaire.

Si cette mise en demeure reste sans effet, le maître d'ouvrage invite les membres du groupement à désigner, dans un délai de trente jours, un autre mandataire parmi eux. A défaut, et à l'issue du délai de trente jours courant à compter de la notification de l'invitation du maître d'ouvrage d'y procéder, le cocontractant exécutant la part financière la plus importante à réaliser d'ici la fin du marché à la date de cette modification devient le nouveau mandataire.

Cette substitution fait l'objet d'un avenant précisant notamment la nouvelle organisation du groupement ainsi que la nouvelle répartition des prestations et la rémunération afférente.

9.7. Marchés passés sans publicité ni mise en concurrence préalables

9.7.1. Relance de marchés publics

En application de l'article R.2122-2 du code de la commande publique, l'Acheteur pourra passer un marché sans publicité ni mise en concurrence préalables dans le cas où aucune candidature ou aucune offre n'a été déposée dans les délais prescrits, soit seules des candidatures irrecevables au sens de l'article R.2144-7 ou des offres inappropriées au sens de l'article L.2152-4 du code de la commande publique ont été présentées, et pour autant que les conditions initiales du marché ne soient pas substantiellement modifiées.

9.7.2. Prestations similaires

En application de l'article R.2122-7 du code de la commande publique, l'Acheteur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire un ou plusieurs marchés publics ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

9.8. Changements de situation relevant d'un certificat administratif

Au cours de la validité du présent contrat, le titulaire doit impérativement informer l'acheteur par écrit, dans un délai maximum d'un mois :

- en cas de modification de sa raison sociale,
- en cas de changement de siège social,
- en cas de changement de forme juridique de l'entreprise titulaire sans création d'une nouvelle personne morale,
- en cas de changement de domiciliation bancaire,
- en cas de reprise du contrat par un administrateur judiciaire.

Il doit accompagner cette information d'un exemplaire du journal d'annonces légales relatant la décision de l'assemblée générale de la société, ou de la décision de justice, et d'un extrait Kbis mentionnant ce changement.

Dès réception des éléments justificatifs l'acheteur notifiera ce changement au comptable public par certificat administratif.

9.9. Redressement ou liquidation judiciaire

Les dispositions qui suivent sont applicables en cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire.

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement à la personne publique par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

En cas d'ouverture d'une procédure de sauvegarde, le marché pourra être résilié conformément aux stipulations de l'article L622-13 du Code du Commerce.

En cas de liquidation judiciaire, le marché pourra être résilié conformément aux stipulations de l'article L641-11-1 du Code du Commerce.

La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date de l'évènement. Elle n'ouvre droit, par le titulaire, à aucune indemnité.

Article 10. Droits de propriété intellectuelle relatifs aux résultats

Par dérogation à l'article 24 du CCAG-MOE, les résultats réalisés dans le cadre du marché font l'objet d'une cession à titre exclusif au profit de l'Acheteur. Cette concession vaut pour les seuls besoins découlant de l'objet du marché.

Article 11. Exécution des prestations aux frais et risques du maître d'œuvre

Conformément à l'article 34 du CCAG-MOE, l'Acheteur pourra faire procéder par un tiers l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du maître d'œuvre est à la charge de celui-ci. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

Article 12. Arrêt de l'exécution des prestations

L'Acheteur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations au terme de chaque élément de mission y compris les missions complémentaires.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité.

L'arrêt de l'exécution des prestations entraîne la résiliation du marché.

Article 13. Achèvement de la mission

L'Acheteur prononce la réception de la mission de maîtrise d'œuvre à l'expiration du dernier délai de garantie de parfait achèvement des entrepreneurs ou après prolongation de ce délai si les réserves signalées lors de la réception des travaux ne sont pas levées, à la fin de cette période. Dans cette hypothèse, la réception de la mission de maîtrise d'œuvre intervient lors de la levée de la dernière réserve.

Article 14. Résiliation du marché

Les clauses des articles L.2195-(1 à 6), R.2191-(30 à 31) du Code de la Commande Publique et 27 à 33 du CCAG-MOE sont applicables.

Lorsque l'Acheteur résilie le marché pour faute du titulaire, la résiliation n'ouvre droit à aucune indemnité due au maître d'œuvre.

Conformément à l'article 31 du CCAG-MOE, lorsque l'Acheteur résilie le marché pour motif d'intérêt général, le maître d'œuvre a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant initial hors taxes du marché, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations reçues, un pourcentage fixé à 5 %.

Le maître d'œuvre a droit, en outre, à être indemnisé de la part des frais et investissements, éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des prestations payées. Il lui incombe d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité dans un délai de quinze jours après la notification de la décision de résiliation. Ces indemnités sont portées au décompte de résiliation.

Article 15. Assurances

15.1. Assurances du maître d'œuvre

Assurance de responsabilité civile professionnelle :

Le titulaire devra justifier de la souscription d'une assurance, auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable, pour couvrir sa responsabilité à l'égard des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par la conduite des prestations ou les modalités de leur exécution.

Assurance de responsabilité civile décennale :

Pour les ouvrages autres que ceux mentionnés à l'article L.243-1-1 du code des assurances, le titulaire souscrit l'assurance décennale obligatoire visée à l'article L.241-1 du code des assurances.

Le contrat d'assurance est conforme à l'obligation d'assurance prévue par l'article L. 241-1 du code des assurances ainsi qu'aux clauses types énoncées à l'annexe 1 de l'article A 243-1 du même code.

Au titre de la garantie décennale, le titulaire doit justifier qu'il satisfait à cette obligation, dans les conditions prévues par les articles L.241-1 et L.243-2 du code des assurances, par la remise d'une attestation conforme aux dispositions des articles A.243-2 et suivants du code des assurances. L'attestation doit être valable à la date de l'ouverture du chantier sur lequel le titulaire intervient et pour les activités objets de son marché.

Pour les ouvrages de construction non soumis à l'obligation légale d'assurance, mentionnés à l'article L.243-1-1 du code des assurances, le titulaire doit contracter une assurance de responsabilité décennale.

Le titulaire doit justifier, dans un délai de quinze jours courant à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de tous ces contrats d'assurances au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie. Celle-ci précise la nature des risques couverts et les montants de garantie.

A tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du maître d'ouvrage et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Article 16. Règlement des différends entre les parties – Attribution de compétences

Il est fait application des dispositions de l'article 35 du CCAG-MOE.

Le Tribunal Administratif de Melun – 43 rue du Général de Gaulle – case postale n° 8630 - 77008 MELUN Cedex (<http://melun.tribunal-administratif.fr/>) est seul compétent.

Des renseignements complémentaires peuvent être obtenus auprès du Greffe du TA (Téléphone : 01.60.56.66.30, Télécopie : 01.60.56.66.10).

Article 17. Dérogations au CCAG-MOE

L'article 6 du présent cahier déroge aux articles 16.2.1 et 16.2.3 du CCAG-MOE

L'article 7.3 du présent cahier déroge à l'article 21.1 du CCAG-MOE

L'article 7.6 du présent cahier déroge à l'article 11.7.2 du CCAG-MOE

L'article 10 du présent cahier déroge à l'article 24 du CCAG-MOE